

« L'EUROPE N'EST PAS UN MENU A LA CARTE OU VOUS CHOISISSEZ CE QUI VOUS PLAÎT »

C'est en ces termes que John MONKS, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES) a exhorté ses collègues du Congrès irlandais des syndicats à soutenir le « oui » au référendum du 2 octobre, ajoutant : « *c'est un « paquet » entier, qui a fait de grandes choses pour l'Irlande et qui devra en faire davantage pour que nous puissions sortir de cette crise économique* ».

L'argument économique constitue peut-être bien, en effet, la clé de ce scrutin, dont l'issue est décisive pour l'Union Européenne : alors que le Traité de Lisbonne est ratifié (ou en passe de l'être) dans les 26 autres Etats membres, le vote négatif des Irlandais lors du référendum de 2008 en a bloqué l'entrée en vigueur. On se souvient que les Irlandais ont obtenu depuis des garanties sur les sujets qui les préoccupaient. Ces garanties, alliées à l'impact très fort de la crise économique en Irlande (le PIB devrait diminuer de plus de 10 % en 2009) ont conduit le gouvernement irlandais à miser sur un regain d'amour pour une Europe protectrice et à organiser ce second référendum le 2 octobre.

Or, il se trouve que ce même gouvernement est tenu pour responsable de l'ampleur de la crise qui frappe les Irlandais, qui risquent bien d'être tentés par le vote sanction, se trompant ainsi – comme bien d'autres avant eux, et sans doute après – de scrutin ! C'est en tous cas l'alerte que vient de donner un sondage publié la semaine dernière par le *Irish Times*, qui révèle que le « oui » perd du terrain face aux indécis et aux « nonistes » et redevient minoritaire. De quoi raviver de bien mauvais souvenirs alors que le même scénario s'était produit en 2008, le non n'étant passé en tête dans les sondages que 15 jours avant le référendum...

Alain MARTY
Centre d'information EUROPE DIRECT